



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°550 du 6 au 12 novembre 2025

DÉPARTS CONSEILLÉS
L'INQUIÉTUDE MONTE

PERMIS MINIERS
ASSAINISSEMENT EN COURS

MONDIAL U17
DÉBUTS CONTRASTÉS

ENERGIE DU MALI SA

CRISE ÉNERGÉTIQUE

LE MALI REPLONGE DANS LE NOIR

Après quelques mois d'amélioration dans la fourniture d'électricité, les coupures intempestives reviennent en force à Bamako et dans les régions, paralysant l'économie du pays.

GRATUIT

Ne peut être vendu

JOURNÉE MONDIALE DE LA VUE, ÉDITION 2025

Lapaire renforce les capacités des journalistes spécialisés en santé

À l'occasion de la commémoration de l'édition 2025 de la Journée mondiale de la vue, célébrée le 9 octobre 2025 sous le thème «Love Your Eyes» («Aimez vos yeux»), le groupe Lapaire, entreprise panafricaine spécialisée dans la santé visuelle, a organisé un atelier de formation à l'intention des journalistes spécialisés en santé. Cette initiative, placée sous le signe du renforcement de capacités et de la sensibilisation, s'est tenue du 6 au 7 octobre 2025 au Mali, en ligne avec la participation d'une quarantaine de professionnels des médias venus du Bénin, du Burkina Faso, du Niger et du Togo.

En effet, cet atelier, conduit par les experts de la société, s'inscrit dans la démarche citoyenne et responsable de Lapaire en matière de promotion de la santé oculaire. Pendant deux jours, les participants ont été formés aux techniques de reportage et de sensibilisation sur les questions de santé visuelle, ainsi qu'aux fondamentaux du journalisme appliqué à la santé optique.

En initiant cette rencontre, Lapaire entend non seulement outiller les journalistes afin qu'ils puissent mieux relayer les problématiques liées à la santé oculaire, mais également renforcer la culture de prévention au sein des populations. Cette entreprise citoyenne, fidèle à sa vocation de faciliter l'accès à des soins optiques de qualité, fait de la formation et de la sensibilisation à travers les médias un véritable levier de changement social.

Des objectifs clairs et des retombées attendues

Selon les organisateurs, l'atelier a permis de renforcer les compétences des journalistes en matière de santé oculaire à travers le Réseau des journalistes pour la santé (RJS), espace de partage et de réflexion. Grâce à la vulgarisation des bonnes pratiques en optique, l'action de Lapaire entend dynamiser le champ d'intervention des journalistes sur les questions de la santé oculaire en vulgarisant les bonnes pratiques et les enjeux de la santé visuelle.

En interne, Lapaire ambitionne d'être reconnue comme une entreprise citoyenne et engagée, dont l'expertise en optique est une référence dans les pays francophones où elle est implantée, notamment au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Maroc, en Ouganda, au Sénégal, en Tanzanie et au Togo.

Des participants satisfaits et désormais mieux équipés

À la fin de la session, les bénéficiaires ont unanimement salué la pertinence de l'initiative. Ils estiment que cette formation leur permettra désormais d'aborder les questions liées à la santé oculaire avec plus de précision et de rigueur terminologique, en adoptant un champ lexical adapté au domaine médical. Il faut noter que la session a été clôturée par la remise d'attestations de participation aux bénéficiaires en présence de la représentante de Lapaire au Bénin, qui a réaffirmé l'engagement de la société à œuvrer encore plus dans la promotion de la santé visuelle.

Un engagement citoyen et durable pour la santé visuelle

À travers cette initiative, Lapaire réaffirme son engagement à promouvoir le bien-être visuel des populations africaines, en renforçant son dispositif de sensibilisation, elle renforce son rôle d'acteur de développement et de partenaire privilégié des médias pour une meilleure couverture des enjeux liés à la santé des yeux.

Par ailleurs, la Journée mondiale de la vue édition 2025 aura, une fois encore, pour Lapaire, une belle occasion de faire passer un message citoyen et action professionnelle, tout en rappelant à chacun l'importance de se soucier de ses yeux pour mieux voir... et mieux vivre.

Lapaire



Chaque semaine, nous aidons des dizaines de clients à avoir avec une meilleure vision et écrire de nouvelles histoires

ÉDITO

Tenir ne suffit plus !

Les informations qui se succèdent ces jours-ci dessinent l'image d'un Mali sous pression. Saisie record de stupéfiants, attaques contre les convois d'hydrocarbures, tensions aux frontières, inquiétudes des cotonculteurs, difficultés de mobilité, etc. En parallèle, l'essor du lithium suscite de nouveaux espoirs. Le Mali avance, mais au milieu des secousses. Depuis des années, la société malienne fait preuve d'une capacité remarquable à absorber les chocs. Les familles s'adaptent, les agriculteurs réorganisent leurs campagnes, les transporteurs prennent des risques supplémentaires, les enseignants continuent malgré les interruptions, les communautés locales ajustent leurs routines pour s'entraider. La pénurie de carburant, elle, a paralysé des régions entières, suspendu des trajets, isolé des localités rurales et ralenti le commerce au quotidien. À Kayes, Mopti, Niolo, Ségou, de nombreux transporteurs ont dû arrêter leurs activités, faute de pouvoir s'approvisionner. Même si elle force le respect, cette résilience ne doit pas devenir un état permanent. Car tenir n'est pas un projet, résister ne remplace pas construire et rester debout n'équivaut pas à avancer. Dans de nombreux villages comme dans les grandes villes, une même fatigue s'installe, celle de devoir « faire face » sans voir clairement où l'on va. Les crises s'enchaînent plus vite que les réponses. Les priorités changent au rythme de l'urgence. Et le temps passé à réagir devient un temps perdu pour bâtir. Les Maliens ont déjà démontré qu'ils savaient supporter les épreuves. La question est désormais de savoir comment sortir de l'urgence pour retrouver un horizon commun, lisible, partagé. D'autant plus que l'avenir d'une Nation ne se limite pas à sa capacité à survivre aux crises, mais à celle de préparer ce qui viendra après. Tenir ne suffit plus, il faut recommencer à se projeter.

MASSIRÉ DIOP

LE CHIFFRE

100 000

C'est le nombre d'objets exposés au Grand Musée égyptien (GEM), officiellement inauguré le 1er novembre 2025.

ILS ONT DIT...

« Le Mali vit une transition historique, animé par la ferme volonté de restaurer sa souveraineté, de renforcer la justice et de promouvoir un développement humain durable. Il lance un appel à la solidarité internationale, notamment à l'UNESCO, pour accompagner cette marche vers la stabilité, la justice et la prospérité partagée ». **Amadou Opa Thiam, ambassadeur délégué permanent du Mali auprès de l'UNESCO**, le 3 novembre 2025.

« L'Afrique appartient aux Africains. Nous devons cesser de nous détruire mutuellement et résister aux chantages des Occidentaux, qui cherchent par tous les moyens à asservir le continent et à servir leurs propres intérêts ». **Jacob Zuma, ancien président sud-africain**, le 1er novembre 2025.

UN JOUR, UNE DATE

10 novembre 2022 : décès d'Amadou Toumani Touré à l'âge de 72 ans, des suites d'une crise cardiaque en Turquie.



La professeure **Rokia Sanogo**, chercheuse en pharmacie, a reçu un trophée pour l'ensemble de son œuvre lors du 8^{ème} Forum Galien à Dakar, le 31 octobre 2025.



La Cour suprême de Mauritanie a confirmé, le 4 novembre 2025, la condamnation à 15 ans de prison ferme de l'ancien président **Mohamed Ould Abdel Aziz**, reconnu coupable d'enrichissement illicite et de trafic d'influence.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Après deux années de guerre, la situation humanitaire est jugée « catastrophique » à El Fasher, dans le Darfour Nord (Soudan), selon les Nations unies, le 3 novembre 2025.

CRISE ÉNERGÉTIQUE : LE MALI REPLONGE DANS LE NOIR

Après quelques mois d'amélioration dans la fourniture d'électricité, les coupures intempestives reviennent en force à Bamako et dans les régions, paralysant l'économie du pays.

MOHAMED KENOUI

Depuis le début du mois de septembre, la fourniture d'électricité au Mali s'est brutalement dégradée. Les longues heures d'obscurité, qui rappellent les pires moments de 2023 et 2024, sont de retour. À Bamako, les habitants n'ont désormais droit qu'à quelques heures d'électricité par jour. Dans le quartier de Niamakoro, en Commune VI du District de Bamako, les foyers passent la plupart de leurs soirées à la lueur de lampes rechargeables. Fatoumata Keïta raconte : « depuis septembre, on dirait qu'on est revenu en arrière. Avant, on avait au moins douze heures de courant par jour. Aujourd'hui, c'est seulement six. Quand l'électricité revient, c'est un ouf de soulagement, mais elle ne dure pas ». Même scénario dans la plupart des quartiers de la capitale, avec des coupures continues d'environ douze heures désormais devenues la norme.

Les régions à l'agonie Dans les régions, la situation est encore plus dramatique. « Avant le mois de septembre, on avait seize heures d'électricité par jour. Aujourd'hui, c'est quatre heures tout au plus. Et, depuis deux semaines, les groupes de la centrale sont éteints, faute de carburant. Nous vivons dans le noir total », témoigne un habitant de Douentza. À Ansongo, où les habitants bénéficiaient encore de seize heures d'électricité quotidiennes jusqu'à fin octobre, la ville est de nouveau plongée dans l'obscurité depuis début novembre, en raison d'un manque de gasoil dans la centrale locale d'Énergie du Mali (EDM-SA). Dans d'autres localités, comme Mopti, les délestages atteignent parfois vingt heures d'affilée. Ségou, pour sa part, s'en sort un peu mieux. Se-

lon des informations recueillies sur place, la ville continue de bénéficier d'environ six heures d'électricité par jour, tout comme Bamako. Le système électrique malien repose encore en grande partie sur des centrales thermiques alimentées en gasoil et en fuel, ce qui rend l'approvisionnement énergétique très dépendant de l'importation d'hydrocarbures et du fonctionnement continu des corridors routiers. À Kayes, la situation diffère légèrement de celle observée dans d'autres régions. Plusieurs habitants et transporteurs interrogés indiquent que la ville connaît moins de ruptures d'approvisionnement en carburant et des coupures d'électricité moins fréquentes que Bamako ou Mopti. Cette situation serait liée au fait que Kayes constitue le premier grand point de stockage sur le corridor Dakar - Bamako et que certains convois hésitent désormais à poursuivre leur route au-delà, en raison des risques d'attaques sur l'axe menant vers l'intérieur du pays. Sans confirmation officielle à ce stade, cette perception locale illustre néanmoins l'impact direct de l'insécurité sur la circulation des produits énergétiques.

À Bamako, la crise énergétique a profondément transformé le quotidien des artisans et des petites entreprises. Les ateliers tournent au ralenti, les machines restent muettes et les pertes économiques s'accumulent

Le choc pour les « petits » métiers À Bamako, la crise énergétique a profondément transformé le quotidien des artisans et des petites entreprises. Les ateliers tournent au ralenti, les machines restent muettes et les pertes économiques s'accumulent. Chez les boulangers, la situation est critique. « Avant, on faisait trois fournées par jour, aujourd'hui à peine une seule »,



La pénurie de carburant replonge le pays dans l'obscurité.

se désolé Abdoulaye Keïta, propriétaire d'une petite boulangerie à Faso Kanu. « On a un groupe, mais il ne tourne plus régulièrement, parce que se procurer du gasoil est devenu très difficile », poursuit-il, désabusé. Même impasse du côté des soudeurs. À Sogoniko, dans un atelier poussiéreux, les travailleurs sont assis devant leurs postes éteints. Moussa Diarra, la quarantaine, confie : « depuis près de deux semaines, on ne travaille presque plus. La soudure dépend du courant et le groupe est en panne. Avant, je pouvais gagner 10 000 à 15 000 francs CFA par jour. Aujourd'hui, c'est à peine la moitié ».

se désolé Abdoulaye Keïta, propriétaire d'une petite boulangerie à Faso Kanu. « On a un groupe, mais il ne tourne plus régulièrement, parce que se procurer du gasoil est devenu très difficile », poursuit-il, désabusé. Même impasse du côté des soudeurs. À Sogoniko, dans un atelier poussiéreux, les travailleurs sont assis devant leurs postes éteints. Moussa Diarra, la quarantaine, confie : « depuis près de deux semaines, on ne travaille presque plus. La soudure dépend du courant et le groupe est en panne. Avant, je pouvais gagner 10 000 à 15 000 francs CFA par jour. Aujourd'hui, c'est à peine la moitié ».

Un impact économique dévastateur En plus des petits métiers du secteur informel, les PME et PMI sont les premières à encaisser le choc. Selon des économistes, les coupures actuelles entraînent d'importantes pertes. « La crise énergétique a un impact direct sur les revenus des PME-PMI et cela va se prolonger sur l'employabilité au Mali. Des études récentes

REPÈRES

2022 :

Début de la crise énergétique

Mars - Août 2025 :

Légère amélioration dans la fourniture d'électricité

Depuis septembre 2025 :

Seulement 6h d'électricité en continu par jour

ont montré que nombre d'entreprises sont à la porte de la fermeture ou ont mis une partie de leurs employés en chômage technique », souligne Dr Abdoulaye N'Tigui Konaré, économiste. Il explique que même les entreprises ayant investi dans des groupes électrogènes ou des panneaux solaires ne sont plus aussi rentables qu'avant, le coût du thermique étant devenu exorbitant. Des organisations professionnelles, dont la CNPM et la CCIM, alertent sur les délestages prolongés qui fragilisent fortement les petites et moyennes entreprises, entraînant pertes financières, ralentissement de la production et risque accru de fermeture ou de chômage technique.

avec plusieurs banques. Elle prévoyait un étalement des remboursements sur dix ans, dont une année de différé, afin de renforcer la trésorerie de la société et de lui permettre de maintenir un minimum d'exploitation. Cette mesure s'inscrivait dans un plan de redressement plus global visant la maîtrise des coûts, l'amélioration du recouvrement et l'optimisation de la gouvernance.

Le pari du solaire et les mesures d'urgence

Sur le plan structurel, le gouvernement a lancé, entre fin mai et début juin 2024, la construction de centrales solaires à Safo (100 MW), Sanankoroba (200 MW) et Tiakadougou - Dialakoro (100 MW). L'objectif affiché est de réduire la dépendance au thermique et d'augmenter progressivement la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique national. En parallèle, en juin 2024, le Président de la Transition a remis 25 groupes électrogènes à EDM-SA pour atténuer les délestages et assurer un soutien temporaire aux réseaux urbains et régionaux, en attendant la mise en service des installations solaires. En février 2025, le gouvernement a instauré un Fonds d'appui aux infrastructures de base et au développement social. Le 14 juillet, 24 milliards de francs CFA sur les 34 milliards mobilisés ont été alloués à EDM-SA pour garantir l'achat de carburant et stabiliser l'exploitation des centrales. Il était également prévu dans les mois suivants la livraison de 160 000 à 200 000 tonnes d'hydrocarbures importés de Russie afin de sécuriser l'approvisionnement. Ces efforts témoignent d'une volonté de rompre avec la dépendance au fuel importé, mais la crise actuelle montre les limites du système. Entre centrales thermiques à l'arrêt faute de carburant et projets solaires encore en phase de construction, le pays est confronté à une équation énergétique qui pèse sur l'ensemble de l'économie. ■

3 QUESTIONS À



DR. MAHAMADOU B. SANGARÉ

Économiste

1 Comment expliquer la dégradation soudaine de la fourniture d'électricité depuis septembre ?

Cette dégradation s'explique à la fois par une offre insuffisante et une demande en forte hausse. Plus de 60% de l'électricité produite au Mali provient de centrales thermiques dépendantes du DDO et du diesel, dont l'approvisionnement connaît actuellement de graves perturbations. L'endettement d'EDM envers ses fournisseurs et les retards dans la mise en service de la ligne de Manantali aggravent la situation.

2 Quelles sont les conséquences pour les PME/PMI et les acteurs du secteur informel ?

L'électricité est bien plus qu'une simple commodité : c'est un facteur de production essentiel pour de nombreuses PME et PMI, des ateliers de menuiserie aux chaînes de froid. Les groupes électrogènes, autrefois solution de secours, sont désormais inutilisables en raison de la pénurie de carburant. Cette situation pèse donc lourdement sur l'activité des petites entreprises, majoritairement informelles.

3 Quelles mesures urgentes à court terme pour améliorer la situation ?

À court terme, la seule solution viable est d'améliorer la desserte en électricité, ce qui reste difficile face aux nombreuses contraintes. Ainsi, l'électricité hors réseau produite à partir de panneaux solaires apparaît comme la seule alternative réaliste. Il est crucial de veiller à ce que le prix des équipements solaires ne hausse pas avec la croissance de la demande.

ÉNERGIE : L'INTERMINABLE CRISE

Depuis 2022, le Mali traverse une crise énergétique sans précédent. Après une brève amélioration début 2025, la situation s'est de nouveau dégradée à partir de septembre.

1. FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ

- Avant septembre 2025 : 12 à 18 h de courant par jour dans la plupart des quartiers de Bamako
- Depuis septembre 2025 : 6 h d'électricité en continu par jour
 - Coupures moyennes : 12 à 18 h par jour

2. CAUSES DE LA DÉGRADATION

- Perturbations sur les corridors d'approvisionnement (retards, attaques, ruptures de stocks)
- Endettement chronique d'EDM-SA

3. IMPACTS ÉCONOMIQUES

- Baisse de production dans les entreprises
- Secteur informel durement touché (Soudeurs, tailleurs, boulangeries...)
- Emplois précaires menacés
- Recours massif aux groupes électrogènes

4. RÉPONSES GOUVERNEMENTALES (2022 - 2025)

- Réduction du nombre de fournisseurs d'EDM-SA (déc. 2023)
- Accord SONIDEP – OMAP pour l'approvisionnement en gasoil (mars 2024)

- Construction de centrales solaires : Safo (100 MW), Sanankoroba (200 MW), Tiakadougou (100 MW)
- Fonds de soutien de 24 milliards CFA pour stabiliser l'exploitation (juillet 2025)



Du nouveau
chez Sahel Infusion
CAFÉ GINGEMBRE
made in Mali



DÉPARTS CONSEILLÉS : QUAND LA CRISE ÉNERGÉTIQUE RAVIVE LES ALERTES SÉCURITAIRES

Depuis la fin octobre, plusieurs chancelleries occidentales ont recommandé à leurs ressortissants de quitter le Mali, sur fond de pénurie de carburant, d'attaques contre les convois et d'instabilité sécuritaire accrue. Ces avertissements traduisent une inquiétude grandissante quant à la capacité des autorités à sécuriser les corridors logistiques et à stabiliser la distribution d'hydrocarbures.

MASSIRÉ DIOP

L'ambassade des États-Unis a été la première à conseiller à ses citoyens de quitter le pays tant que l'aéroport international reste ouvert, estimant les routes terrestres dangereuses en raison des attaques terroristes. Le Royaume-Uni a tenu le même discours, appelant ses ressortissants à partir « dès que possible par vol commercial s'ils jugent cela sûr ». L'Allemagne et l'Italie ont à leur tour lancé des appels similaires, évoquant une situation devenue imprévisible sur les grands axes routiers. Le Canada a averti que ses services consulaires pourraient être limités si la situation venait à se dégrader, tandis que l'Australie déconseille tout déplacement et demande à ses ressortissants de quitter le territoire sans délai. Selon plusieurs sources de sécurité, les appels au départ concernent principalement les diplomates, les travailleurs humanitaires et les employés d'entreprises étrangères opérant dans les secteurs minier ou énergétique. Des dispositifs d'évacuation préventifs ont été élaborés dans certaines ambassades, notamment à travers des points de regroupement



Les appels au départ des ressortissants ravivent l'inquiétude sécuritaire.

de véhicules ont été détruits ou saisis, provoquant une pénurie de carburant qui paralyse de nombreux secteurs à Bamako et dans les capitales régionales. Les transports publics tournent au ralenti, les écoles ont suspendu les cours et les files interminables dans les stations-service traduisent l'ampleur de la tension. Les ports d'Abidjan, Dakar et Conakry constituent aujourd'hui les principales voies d'approvisionnement du Mali en hydrocarbures. Leur blocage partiel ou la destruction des camions sur ces corridors a réduit de près de 60% les livraisons depuis septembre, selon des estimations d'opérateurs du secteur. L'acheminement depuis la frontière nigérienne via Labbezanga est l'un des rares circuits encore partiellement opérationnels sous escorte militaire.

Ces avertissements traduisent une inquiétude grandissante quant à la capacité des autorités à sécuriser les corridors logistiques et à stabiliser la distribution d'hydrocarbures.

proches de l'aéroport international Modibo Keïta Sénou. Ces mises en garde s'inscrivent dans un contexte de crise énergétique profonde. Depuis septembre, les attaques répétées contre les camions citernes en provenance du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Niger ont gravement perturbé l'approvisionnement national. Des centaines

Asphyxie économique Pour le chercheur Bakary Samba, Directeur du Timbuktu Institute, ces actions s'inscrivent dans une logique « d'asphyxie économique » menée par la filiale sahélienne d'Al-Qaïda, à savoir le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM). Selon lui, le mouvement ne cherche pas un assaut frontal contre la capitale,

mais une déstabilisation progressive du pays par l'étouffement des circuits d'approvisionnement et la fragilisation des institutions. Cette stratégie, explique-t-il, vise à provoquer un effondrement intérieur, à affaiblir la confiance du public et à créer un climat de découragement économique. Ces attaques ont aussi visé plusieurs sites industriels et miniers, notamment dans la région de Kayes où des ingénieurs indiens et chinois ont été enlevés depuis le milieu de 2025. Le GSIM, selon des observateurs, cherche à prouver sa capacité à perturber les flux économiques tout en évitant l'affrontement direct avec les forces armées. L'expert malien Aly Tounkara, du Centre des Études Sécuritaires et Stratégiques au Sahel (CE3S), nuance ces perceptions et juge hâtifs les appels au départ de certaines chancelleries. Il estime qu'il serait abusif de comparer la situation malienne à celle de la Syrie, soulignant la présence militaire accrue sur le territoire, les efforts d'équipement des forces armées et la résilience des populations. Pour lui, « les vrais amis d'un pays se comptent dans les moments de crise aiguë » et les États qui ont les moyens d'évacuer leurs ressortissants devraient plutôt contribuer à la stabilisation.

Prévention Ces décisions diplomatiques, bien que préventives, interviennent à un moment où les autorités an-

EN BREF

LES OPÉRATIONS AFRICAINES DE PAIX À L'ÉPREUVE DU RÉEL

Publié le 4 novembre 2025, le rapport Forces for Peace: Realities of peace support operations in Africa, de la Fondation Friedrich Ebert, dresse un constat lucide sur les limites des interventions africaines de soutien à la paix. L'étude rappelle que la performance militaire, aussi décisive soit-elle, ne garantit jamais la stabilité si elle n'est pas adossée à un objectif politique clair. L'exemple du retrait de la MINUSMA illustre ce décalage entre présence armée, attentes locales et absence de stratégie de sortie. Le rapport souligne que la Résolution 2719 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui vise à sécuriser le financement des opérations africaines, ne produira ses effets que si elle s'accompagne de mécanismes stricts de transparence, notamment pour la protection des civils. Du Mozambique à la RDC, les opérations les plus durables ont été celles capables d'ouvrir un espace à la reconstruction institutionnelle. Le défi n'est plus seulement de déployer des forces, mais de savoir quand et comment les retirer, afin d'éviter des missions sans fin et des paix sans horizons. ■

noncent de nouvelles opérations de sécurisation des axes stratégiques et d'escorte des convois d'hydrocarbures. Mais la multiplication des alertes internationales relayées par les grandes capitales occidentales accentue la pression sur un gouvernement déjà confronté à une double crise énergétique et sécuritaire. À mesure que les stocks diminuent et que les routes demeurent sous menace, la priorité est de garantir la continuité de l'approvisionnement tout en préservant la confiance interne et externe. En effet, au-delà des départs conseillés, c'est l'image d'un pays en quête d'équilibre entre souveraineté et vulnérabilité qui se joue désormais sur le terrain. ■



MOCTAR OUSMANE SY

« Sécuriser les corridors ne signifie pas forcément déployer davantage de troupes »

Acteur de la société civile, Moctar Ousmane Sy propose depuis un certain temps des analyses sur la crise du carburant et ses répercussions sur la vie quotidienne. Dans cet entretien, il avance des solutions à court terme fondées sur la coordination des acteurs et la sécurisation des axes d'approvisionnement.

PROPOS RECUEILLIS PAR MASSIRÉ DIOP

Comment renforcer la sécurité des corridors sans alourdir la charge de l'armée, déjà mobilisée ailleurs ? Sécuriser les corridors ne signifie pas forcément déployer davantage de troupes. Il s'agit aussi de reconnaître les efforts déjà fournis et de sécuriser les axes prioritaires de manière ciblée. Cela passe par une meilleure coordination des forces engagées, par la circulation de l'information au niveau local et par l'identification des zones les plus exposées. Le but n'est pas d'ajouter de la pression à une armée déjà mobilisée sur plusieurs fronts, mais

de rendre plus efficaces les dispositifs existants. L'essentiel est de renforcer les dispositifs existants sur les axes prioritaires sans créer de pression supplémentaire sur les unités déjà engagées ailleurs. Il s'agit d'optimiser les ressources, pas de les disperser.

Quelles alternatives le Mali peut-il envisager face à sa dépendance aux ports d'Abidjan et de Dakar ?

Diversifier les itinéraires et les points de stockage est une piste importante. La dépendance à un seul axe ou à un seul port fragilise l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Si des voies alternatives sont identifiées et rendues opérationnelles, même de manière progressive, cela peut réduire les risques de rupture. Ce processus de diversification ne peut se faire que progressivement. Cette diversification est une question de stratégie logistique.

Dispose-t-on réellement des moyens pour créer de vraies réserves stratégiques de carburant ?

Renforcer les réserves stratégiques est une nécessité pour faire face aux périodes de tension. Cela demande une planification et une anticipation. Même si les ressources sont limitées, la construction progressive de capacités de stockage est possible si elle s'inscrit dans une logique d'État, avec des objectifs clairs et un suivi régulier.

Comment impliquer concrètement les transporteurs et les autorités locales dans la gestion de cette crise ?

Il faut associer de manière active les transporteurs, les autorités locales et les acteurs du secteur. Ils sont au cœur du terrain, ils connaissent les routes, les risques et les réalités quotidiennes. Le dialogue avec toutes les parties prenantes, y compris dans les zones affectées, peut faciliter le passage des convois et réduire les risques d'incidents. La coordination est la clé.

KOWBEYE!

TM1
La télé qui vous allume !

CHAQUE SAMEDI | 20H15

INFO • CULTURE • DIVERTISSEMENT

ANNULATION DE TITRES MINIERES : UNE ÉTAPE VERS L'ASSAINISSEMENT DU CADASTRE

Le 29 octobre 2025, suivant un arrêté daté du 13 octobre, le gouvernement a annoncé l'annulation de 121 titres miniers. Une étape importante dans le processus de refondation du secteur, entrepris depuis quelques années. L'objectif de ces annulations est d'obtenir un cadastre plus assaini et un secteur davantage profitable à ses acteurs légitimes.

FATOUmata MAGUIRAGA

Dans cet arrêté, le ministre des Mines a annulé 100 permis de recherche minière et 21 autorisations d'exploitation de carrières industrielles, soit un total de 121 titres non conformes aux exigences du nouveau Code minier en vigueur. Ces annulations s'inscrivent dans la logique du processus d'assainissement engagé pour garantir un cadre légal plus transparent. Elles ne constituent qu'une première étape. D'autres dossiers restent en cours d'analyse. Après avoir invité les détenteurs à justifier leurs titres, le ministère a relevé plusieurs



121 permis miniers annulés pour assainir le secteur.

manquements, a indiqué le ministre Amadou Keïta. Environ 600 dossiers ont été examinés, dont 5 faux permis. Les motifs principaux d'annulation vont de la suspension injustifiée des activités de recherche à l'absence d'exploitation pendant plus de deux ans, en passant par le non-respect des engagements financiers. Toutes ces mesures visent un même but : assainir un cadastre minier désormais appelé à être hébergé au Mali.

Permis reçus :

600

Titres annulés :

121

Faux permis :

5

Retombées attendues En décembre 2022, le gouvernement avait ordonné la suspension des permis miniers et interdit l'attribution de nouveaux titres afin de réformer le secteur. Une suspension partiellement levée en mars 2025. Depuis l'adoption du nouveau Code minier, en août 2023, l'État entend renforcer ses revenus et son contrôle sur les ressources nationales. Conséquence directe de l'audit du secteur mené en 2022, cette opération vise à renforcer la gouvernance et à restaurer la confiance des investisseurs. Selon la DNGM, elle pourrait réinjecter près de 30% des zones aurifères inactives dans le circuit légal. Suivie de près par la Banque mondiale et la BAD, qui condi-

tionnent certaines aides à la transparence, cette mesure s'inscrit dans la « refondation économique » prônée par le gouvernement de transition. La détention de titres miniers a souvent donné lieu à des spéculations. Certaines personnes ont acquis des permis sans les exploiter, cherchant plutôt à les revendre comme de simples terrains, constate le géologue Djibril Diallo. Cette pratique, selon lui, a découragé de véritables investisseurs, au Mali comme à l'étranger. Cette première étape permettra d'aboutir à l'annulation des permis non mis à jour afin d'octroyer les titres à ceux qui les méritent légalement. Le rapatriement des données du cadastre contribuera aussi à prévenir les violations et à assurer une meilleure traçabilité des activités minières. ■

EN BREF

LA RAFFINERIE DANGOTE VISE 1,4 MILLION DE BARILS PAR JOUR

Le milliardaire nigérian Aliko Dangote a mis en service la plus grande raffinerie d'Afrique. D'une capacité initiale de 650 000 barils par jour, cette installation de 20 milliards de dollars ambitionne désormais de porter sa production à 1,4 million de barils par jour afin d'approvisionner tout le continent africain. Aliko Dangote a annoncé l'extension de sa raffinerie de pétrole, actuellement située près de Lagos. Selon lui, la production passera de 650 000 à 1,4 million de barils par jour d'ici fin 2025. Ce projet, étalé sur trois ans, vise à réduire la dépendance de l'Afrique vis-à-vis des importations de produits raffinés et à répondre à une demande énergétique croissante. Les raffineries Dangote ont commencé l'exportation d'essence en 2024, atteignant un volume d'environ un million de tonnes cette année-là. Avec environ 7 millions de barils de brut produits chaque jour, le continent africain ne raffine que 40% de sa production. L'Afrique importe encore plus de 120 millions de tonnes de produits raffinés chaque année. Dans la zone CEMAC, ces importations représentent près de 2 000 milliards de francs CFA par an. En atteignant sa pleine capacité, la raffinerie de Dangote pourrait offrir une alternative régionale plus proche et moins coûteuse, contribuant à réduire les coûts d'importation et à renforcer l'autonomie énergétique du continent. Si ces produits restent encore peu consommés localement, une restructuration des chaînes d'approvisionnement régionales pourrait dynamiser leur intégration sur les marchés africains et accélérer la transition vers une énergie plus souveraine. ■

nale et 317 millions dans des actions de développement communautaire, tout en contribuant aux fonds et taxes du secteur minier. ■ F.M

Lithium Le Mali inaugure sa deuxième usine

Bougouni, dans le sud du Mali, a accueilli le 3 novembre la cérémonie d'inauguration de la deuxième mine de lithium du pays. Présidé par le chef d'État de la Transition, l'évènement a mobilisé plusieurs autorités nationales, régionales et légitimées locales. Après l'usine de Goulamina, celle de Bougouni marque une nouvelle étape dans la valorisation du lithium, devenu un pilier stratégique de l'économie malienne. Exploitée par Les Mines de

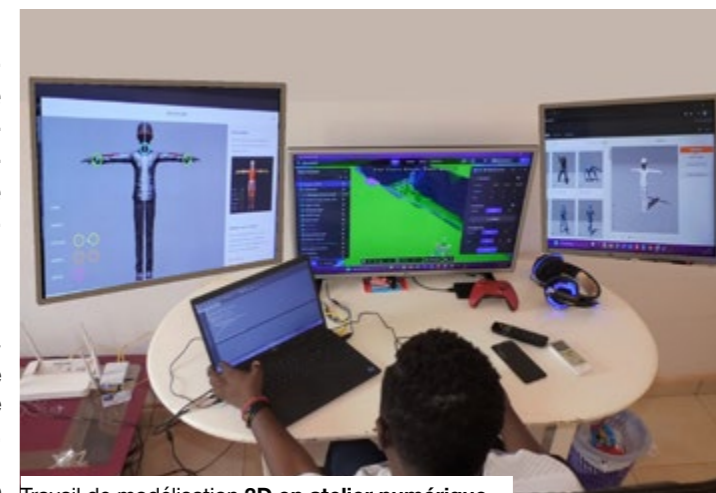
Lithium de Bougouni SA (LMLB), la mine résulte d'un partenariat entre Kodal Mining UK Ltd, Hainan Mining Co. Ltd (filiale du groupe chinois Fosun), l'État malien et des investisseurs locaux, qui détiennent ensemble 35% du capital. L'objectif affiché est de transformer les ressources naturelles en levier durable de croissance économique. Avec un investissement initial de 65 millions de dollars (environ 36 milliards de francs CFA), la première phase du

projet vise une production annuelle de 120 000 tonnes de concentré de spodumène. En combinant les capacités de Goulamina et de Bougouni, le Mali pourrait atteindre une production totale de 590 000 tonnes en 2026, devenant ainsi le premier producteur africain de lithium. Le projet a déjà généré 500 emplois directs et en créera 800 de plus lors de la seconde phase. Il a également injecté près de 24 milliards de francs CFA dans l'économie natio-

Stéphane Samaké Le prodige du jeu vidéo qui fait rayonner le Mali à l'international

Dans un univers dominé par les géants américains et asiatiques du jeu vidéo, un jeune développeur malien s'impose peu à peu comme une référence mondiale. Stéphane Samaké, originaire de Bamako, a su tracer un parcours exceptionnel, des ruelles poussiéreuses de la capitale malienne jusqu'aux studios prestigieux de l'industrie mondiale, notamment Rockstar Games, connu pour la franchise Grand Theft Auto (GTA)

Diplômé en informatique, développeur malien. Son ambition est d'offrir une expérience immersive inspirée de l'Afrique contemporaine, mêlant culture, mythologie et modernité. Mais, au-delà de la réussite technique, Stéphane Samaké incarne une mission plus profonde : partager son savoir et inspirer la jeunesse malienne. Convaincu que le pays regorge de talents encore inexploités, il consacre une partie de son temps à former de jeunes passionnés à travers des ateliers et des conférences. Pour lui, l'avenir du jeu vidéo africain repose sur la transmission



Travail de modélisation 3D en atelier numérique.

et la création d'un écosystème local capable de rivaliser à l'échelle internationale. « Je veux prouver qu'un Malien peut créer un jeu vidéo de niveau mondial tout en restant connecté à ses racines », confie-t-il. Fort de son expertise, de son parcours inspirant et de son engagement pour l'éducation technologique, Stéphane

Samaké symbolise une nouvelle génération de créateurs africains, déterminés à faire du Mali un acteur crédible de l'industrie mondiale du jeu vidéo. Son rêve est que demain les studios du monde entier regardent aussi vers Bamako et vers l'Afrique pour y trouver l'innovation.

IBRAHIM BABY

MALINNOV
Présenté par Aminata Keïta

CHAQUE JEUDI
19H15

T.M.1
La télé qui vous allume !

FORUM SUR LA JUSTICE : REFONDER UN SERVICE PUBLIC EN QUÊTE DE CRÉDIBILITÉ

Le Forum national sur la Justice, tenu à Bamako à la fin du mois d'octobre, a réuni les principaux acteurs du monde judiciaire autour d'un objectif commun, à savoir repenser le fonctionnement du système et restaurer la confiance des citoyens. Les travaux se sont conclus par plus de deux cents recommandations destinées à orienter la politique du secteur pour la prochaine décennie.

MASSIRÉ DIOP



Séance plénière du Forum national sur la justice.

Magistrats, avocats, greffiers, universitaires et représentants de la société civile ont dressé un état des lieux lucide du système judiciaire malien. Les débats ont mis en évidence des lenteurs administratives, des insuffisances en moyens humains et matériels, ainsi qu'une perception de manque d'impartialité qui met à l'épreuve la crédibilité de l'institution. Préparé par des assises régionales, ce forum visait à trouver un consensus autour des réformes structurelles nécessaires pour une justice plus efficace et accessible. Le rapport final, transmis au ministère de la Justice, servira de base au Programme décennal de développement de la justice 2026 - 2035. Il prévoit notamment la refonte de la gouvernance des juridictions, un renforcement de la discipline professionnelle et la création d'un observatoire de la performance judiciaire. Ce

mécanisme aura pour mission d'évaluer la qualité du service rendu et de prévenir les pratiques contraires à la déontologie. Signalons aussi que la modernisation des infrastructures et la numérisation des procédures figurent parmi les priorités. Dans un pays vaste et enclavé, la dématérialisation est présentée comme un levier essentiel pour réduire les délais, harmoniser les pratiques et rapprocher la justice des citoyens. De plus, des tribunaux de proximité et des services mobiles sont envisagés pour les zones rurales encore éloignées des juridictions permanentes.

Ces recommandations, issues d'un large consensus, visent à redonner à la justice malienne son rôle central dans la cohésion sociale et la consolidation de l'État de droit.

rigoureuse des moyens existants. Ces recommandations, issues d'un large consensus, visent à redonner à la justice malienne son rôle central dans la cohésion sociale et la consolidation de l'État de droit. ■

Les participants ont aussi insisté sur la formation continue des magistrats, greffiers et auxiliaires de justice. L'objectif est de renforcer la compétence technique et l'éthique professionnelle en développant des pôles de spécialisation dans des domaines comme le foncier, le commerce ou le numérique. La réforme appelle enfin à une participation active des citoyens et de la société civile. Le dialogue entre les juridictions et les communautés locales est considéré comme un moyen d'apaiser les tensions et de renforcer la légitimité du système judiciaire. Le financement durable de cette réforme est un enjeu majeur. Les participants ont ainsi plaidé pour une augmentation des ressources allouées au secteur et une gestion plus

EN BREF

SOMMET SOCIAL MONDIAL : UN ENGAGEMENT RENOUVELÉ POUR LA JUSTICE

Du 4 au 6 novembre 2025, le Qatar a accueilli le 2ème Sommet mondial sur le développement social, un espace de dialogue international destiné à trouver des solutions concertées aux défis communs de l'humanité. À Doha, les dirigeants du monde entier se sont réunis dans un contexte marqué par les crises géopolitiques et l'aggravation des inégalités sociales. Ils ont adopté la Déclaration politique de Doha, réaffirmant leur volonté collective de promouvoir la justice sociale, l'inclusion et l'équité. Selon les Nations unies, ce texte représente un engagement collectif des États à « combattre la pauvreté, créer des emplois décents, lutter contre la discrimination, étendre la protection sociale et défendre les droits humains ». Un engagement qui se veut non seulement moral, mais également fondamental pour la paix, la stabilité et le développement durable. Le sommet a réuni plus de 14 000 participants, dont une quarantaine de chefs d'État et de gouvernement, 170 ministres, ainsi que des représentants d'organisations internationales, des jeunes, des militants et des chercheurs venus du monde entier. La Déclaration de Doha s'inscrit dans la continuité de la Déclaration de Copenhague adoptée en 1995 lors du premier Sommet mondial sur le développement social, ainsi que de l'Agenda 2030 pour le développement durable adopté en 2015. Celui-ci fixe 17 objectifs à atteindre d'ici 2030, dont l'éradication de la pauvreté et la lutte contre le changement climatique. Le texte final met également en avant un cadre de financement rénové, dont le suivi sera assuré par la Commission du développement social avec une évaluation quinquennale des progrès réalisés. ■

ÉTATS-UNIS - NIGERIA : LA RHÉTORIQUE DE TRUMP RELANCE LE SPECTRE D'UNE INTERVENTION AMÉRICAINE EN AFRIQUE

Le Président américain Donald Trump a ravivé la tension diplomatique avec Abuja, le 2 novembre 2025, en déclarant que les États-Unis « n'excluaient pas une intervention militaire au Nigeria » pour « protéger les Chrétiens persécutés ». Une sortie inhabituelle, mais loin d'être isolée puisqu'elle s'inscrit dans une logique politique et religieuse qui dépasse largement le cadre sécuritaire.

MASSIRÉ DIOP



Tensions entre Washington et Abuja autour de la question religieuse.

Ce n'est pas la première fois que Trump invoque la défense des Chrétiens pour justifier une posture offensive vis-à-vis d'un pays africain. En 2019 déjà, alors qu'il était en campagne pour un second mandat, il avait accusé publiquement le gouvernement nigérian de « fermer les yeux » sur les attaques contre les communautés chrétiennes du nord. En mai 2025, lors de la réception du Président sud-africain Cyril Ramaphosa à la Maison-Blanche, il avait dénoncé un prétendu « génocide contre les fermiers blancs ». Cette rhétorique, déjà utilisée

en 2018, a depuis été réactivée, dans un contexte électoral américain marqué par la montée des Évangélistes et des nationalistes religieux. La promesse de « sauver les Chrétiens du Nigeria » parle directement à ce socle électoral, essentiel pour les prochaines élections de mi-mandat. Mais, derrière la façade humanitaire, plusieurs analystes y voient une manœuvre géopolitique. Le Nigeria, première économie d'Afrique et producteur majeur de pétrole, représente un enjeu stratégique autant qu'un symbole religieux. Washington, fragilisé par son retrait du Sahel, tente de

regagner de l'influence dans une région où la Russie, la Chine et la Turquie consolident leurs positions. Les États-Unis importent encore une part significative du pétrole nigérian, bien que réduite depuis 2015, ce qui maintient le pays au cœur de leurs calculs énergétiques. La référence religieuse sert ainsi à légitimer un possible retour de puissance plus idéologique que militaire. Les autorités nigérianes n'ont pas réagi publiquement aux propos du Président américain, mais au sein de la CEDEAO le ton est à la prudence. Plusieurs diplomates rappellent que toute intervention étrangère non sollicitée violerait la souveraineté régionale et risquerait d'alimenter la défiance, déjà croissante, envers les puissances occidentales. Dans les capitales du Sahel, les déclarations de Trump ont été accueillies avec scepticisme et perçues comme un signal d'un retour à une diplomatie d'ingérence morale. Si cette menace ne débouche pas sur une action concrète, elle révèle une constante, à savoir l'usage du religieux et de la morale comme instrument de politique étrangère. En rejouant la carte de la croisade pour les Chrétiens, Donald Trump ravive une lecture quasi religieuse de l'Afrique, entre ferveur prosélyte, intérêts pétroliers et ambitions électorales. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

COP30 BELÉM 2025 : UN SOMMET DÉCISIF POUR LA PLANÈTE

C'est ce jeudi 6 novembre 2025 que s'ouvre à Belém, au Brésil, le segment des chefs d'État de la 30ème Conférence des Parties sur le Climat (COP30), prévu sur deux jours avant la Conférence mondiale, du 10 au 21 novembre. Pour la première fois, une COP se tient au cœur de l'Amazonie, symbole planétaire de la biodiversité et épicentre des tensions entre développement et préservation. Le Brésil y présente son initiative Tropical Forests Forever Facility, visant à mobiliser 125 milliards de dollars américains pour la protection des forêts tropicales. Les pays africains défendent une justice climatique fondée sur l'accès réel aux fonds d'adaptation et la transparence des promesses de financement. Le retrait partiel des États-Unis et les divergences persistantes entre pays du Nord et du Sud laissent craindre un sommet sans avancée majeure, alors que les catastrophes naturelles et l'épuisement des ressources hydriques et forestières s'intensifient à l'échelle mondiale. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

DOUENTZA : APPEL AUX ENSEIGNANTS EN ABANDON DE POSTE

Le Centre d'Animation Pédagogique de Douentza a publié le 3 novembre 2025 un communiqué invitant plusieurs enseignants absents des salles de classe à regagner leurs établissements au plus tard le 10 novembre. Cette décision intervient alors que plusieurs écoles du cercle connaissent depuis des mois des perturbations liées à une baisse des effectifs éducatifs et à la difficulté de maintenir la continuité pédagogique. Dans cette zone, l'administration scolaire rappelle régulièrement la nécessité de préserver le bon fonctionnement des établissements, en particulier au premier cycle, où les effectifs d'élèves demeurent élevés. Le communiqué précise que passé le délai fixé les enseignants concernés s'exposeront aux sanctions prévues par les textes en vigueur. Cette démarche s'inscrit dans les efforts de l'Académie d'Enseignement de Douentza visant à stabiliser la présence du personnel, encadrer les apprentissages et éviter les interruptions prolongées.

COUPE DU MONDE U17 - 2025 : DÉBUTS CONTRASTÉS POUR LES SÉLECTIONS AFRICAINES

La Coupe du monde U17 a débuté le 3 novembre 2025 au Qatar, avec des fortunes diverses pour les représentants africains. Si la Tunisie et le Mali ont brillé par leurs larges succès, d'autres nations du continent, comme le Maroc, la Côte d'Ivoire ou le Burkina Faso, ont connu une entrée en lice plus difficile, dans une première journée riche en buts et en surprises.

MOHAMED KENOVI



Le Sénégal s'est contenté d'un match nul 0-0 pour son entrée en lice face à la Croatie.

En trois jours de compétition, la première journée du tournoi a offert un spectacle enthousiasmant, ponctué de plus de 80 buts. Sur les pelouses qatariennes, les jeunes espoirs du football mondial ont lancé les hostilités avec éner-

gie, engagement et réalisme, dessinant déjà les contours d'un tournoi prometteur.

Des résultats contrastés pour l'Afrique Côté africain, les performances ont été variables. La Tunisie s'est distin-

guée avec éclat en écrasant les Fidji (6-0) dans le groupe D. Une prestation solide et bien maîtrisée, qui la place en tête de sa poule aux côtés de l'Argentine, victorieuse de la Belgique (3-2). Même réussite pour le Mali, idéalement lancé dans le groupe L après sa victoire nette sur la Nouvelle-Zélande (3-0). Les Aiglonnets ont confirmé leur statut d'équipe à suivre dans cette édition, avec un jeu collectif maîtrisé du début à la fin. L'Afrique du Sud a également frappé fort en disposant de la Bolivie (3-1) dans le groupe A, tandis que l'Ouganda a été battu par le Canada (2-1) dans le groupe K. En revanche, d'autres représentants du continent ont connu un démarrage délicat. Le Sénégal, pourtant solide, s'est contenté d'un nul vierge contre la Croatie (0-0). La Côte d'Ivoire a subi une lourde défaite face à la Suisse (1-4), tandis que le Maroc, battu par le Japon (0-2) et le Burkina Faso, défait de justesse par les États-Unis (0-1), devront vite réagir pour espérer rester en course.

Les favoris déjà au rendez-vous Sur le plan mondial, les grandes nations ont également répondu présent. Le Brésil a infligé une lourde correction au Honduras (7-0), alors que la République tchèque a survolé le Tadjikistan (6-1). Entre confirmations, surprises et désillusions, cette entrée en matière annonce une phase de groupes animée, où les sélections africaines tenteront de poursuivre sur leur lancée ou de redresser la barre dès leur prochain match. ■

Compétitions CAF Le Stade malien et le Djoliba AC connaissent leurs adversaires

Les tirages au sort des phases de groupes de la Ligue des Champions et de la Coupe de la CAF ont été effectués le 3 novembre 2025 à Johannesburg, en Afrique du Sud. En Ligue des Champions, le Stade malien évoluera dans le groupe D, aux côtés de l'Espérance de Tunis, de Simba FC (Tanzanie) et de l'Atlético Petróleos de Luanda (Angola). De son côté, le Djoliba AC, engagé en Coupe de la CAF, a hérité du groupe A, en compagnie de l'USM Alger, de l'Olympique Club Safi (Maroc) et du FC San Pedro (Côte d'Ivoire). Le Stade malien débutera sa campagne le 21 novembre 2025 par un déplacement à Tunis pour y affronter l'Espérance, tandis que le Djoliba AC entamera la sienne le 22 novembre à Bamako face à l'Olympique Club Safi. ■ M.K



CARTONS DE LA SEMAINE

Arrivé au Stade de Reims en provenance d'Afrique Football Élite, le jeune international espoir malien **Martial Tia** a prolongé le 5 novembre 2025 son contrat avec le club. Âgé de 18 ans, il s'est rapidement imposé en équipe première avec 21 matches disputés et 3 buts. Il est désormais lié à Reims jusqu'en 2030.

Accusé d'atteintes sexuelles sur mineurs, **Éric Olhats**, ancien éducateur du club Aviron Bayonnais Football et ex-mentor d'Antoine Griezmann, a été condamné le 4 novembre 2025 par le tribunal correctionnel de Bayonne à six ans de prison ferme, assortis d'une interdiction définitive d'exercer toute activité en contact avec des mineurs.

MALIFINIW 2025 : CÉLÉBRER L'ARKILA, SYMBOLE DU PATRIMOINE MALIEN

Placée sous le thème « Arkila, un patrimoine, une identité », la sixième édition de Malifiniw 2025 mettra à l'honneur ce tissu traditionnel peulh. Utilisé notamment pour la décoration intérieure, ce textile incarne la richesse du savoir-faire malien. C'est pour préserver ce patrimoine et valoriser les acteurs du textile que se tient pour la sixième fois cette grande fête dédiée à la création locale.

FATOUmata MAGUIRAGA



Malifiniw 2025 met l'Arkila à l'honneur.

Véritable vitrine du savoir-faire textile malien, Malifiniw s'impose comme un espace de rencontre entre tradition, innovation et identité culturelle. L'événement s'étendra sur six jours et réunira des artisans venus de toutes les régions du Mali, chacun représentant les spécificités textiles de sa localité : peulh, bwa,

dogon, etc. L'édition 2025 consacre une place spéciale à l'Arkila, dont la confection exige une grande patience et une dextérité remarquable. De moins en moins d'artisans en maîtrisent la fabrication, d'où l'importance de cette mise en lumière. Les Journées du textile seront également marquées par l'ouverture d'un grand restaurant collectif où des dizaines de restaurateurs proposeront des plats maliens variés. « L'objectif est que la fête du textile rime avec la promotion des arts culinaires », explique Cheick Oumar Sangaré, Président de la Commission d'Organisation des Journées Textiles du Mali MALIFINIW. Initié par une cinquantaine d'organisations culturelles et artisanales, Malifiniw vise à contribuer au développement du textile malien. La sixième édition proposera des conférences-débats, foires artisanales, défilés de mode et découvertes gastronomiques. Le textile forme une véritable chaîne économique où les acteurs - producteurs de coton, tisserands,

stylistes, commerçants - ont des intérêts complémentaires. Malifiniw entend ainsi créer une dynamique autour du « Consommer malien » et susciter une prise de conscience collective sur la valeur économique et culturelle du textile local. Le textile malien constitue à la fois un patrimoine culturel et un levier pour l'économie nationale. Premier produit d'exportation du pays, le coton représente 10% du PIB et près de 58% des recettes d'exportation. En 2024, la production malienne atteignait 569 300 tonnes, dont à peine 2% transformées localement. Promouvoir la transformation du coton sur place est donc un enjeu majeur pour l'emploi, la valeur ajoutée et la stabilité sociale. Convaincus de ce potentiel, des associations et structures publiques ont lancé Malifiniw en 2018, pour en faire un rendez-vous national de valorisation du textile et de ses artisans. Pour cette sixième édition, artisans, créateurs, professionnels du textile et passionnés de mode exposeront leur savoir-faire pendant six jours, afin de pérenniser les tissus maliens et de préserver leur symbolique culturelle. Au-delà de la célébration, Malifiniw 2025 se veut un moteur de réveil culturel et économique, rappelant que protéger le textile malien, c'est aussi tisser l'avenir du pays. ■

INFO PEOPLE

SALIF KEÏTA À L'APOLLO DE BOUCAU



L'artiste planétaire Salif Keita revient sur scène en France le 15 novembre 2025 à la Salle Apollo de Boucau, date annoncée sur les plateformes billetterie et agendas culturels. Le public attend des titres phares comme Africa, Yamore ou Soro, aux côtés d'extraits de So Kôno, album présenté en 2024 comme un retour aux racines mandingues et aux textures acoustiques qui ont forgé la « Voix d'or de l'Afrique ». Ce rendez-vous s'inscrit dans une tournée automnale mêlant répertoire emblématique et nouvelles couleurs sonores, avec une formation resserrée portée par chœurs et koras-guitares. L'événement vise un écrin intimiste, propice à la puissance narrative de Keita et à l'énergie de ses arrangements live.



MAMA LE SUCCÈS PLACE DU CINQUANTAIRE



Mama Le Succès donne rendez-vous au public de Bamako le 8 novembre sur la Place du Cinquantaire. La soirée s'annonce festive, portée par ses tubes viraux et un plateau d'invités où figurent notamment Lolo Che, Young Po et bien d'autres artistes très actifs sur la scène urbaine locale. L'artiste promet une alternance afro-pop - coupé-décalé, sections percussives et refrains fédérateurs, avec un dispositif scénique orienté vers l'interaction et les call-and-response. L'objectif est d'offrir une grande messe populaire en plein air, accessible et rythmée, dans l'un des lieux-phares des concerts de la capitale. Les promotions des artistes et les relais communautaires appuient la mobilisation autour de ce rendez-vous.

Journal du Mali
L'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Mohamed KENOVI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badanya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité.**



20 28 00 00
www.afribone.com

